

Un Plan B pour l'Europe

Appel pour construire un espace de travail européen dans le but d'en finir avec l'austérité et construire une vraie démocratie

Depuis le coup d'état financier contre le gouvernement grec le 13 juillet dernier, qui a condamné la majorité de la société grecque aux politiques d'austérité qu'elle avait rejeté dans les urnes, s'est intensifié le débat sur le pouvoir des institutions de l'Union européenne (UE), son incompatibilité avec la démocratie et son rôle de garante des droits élémentaires exigés par les européens.

Des manifestes comme «Pour un plan B en l'Europe» (https://www.euro-planb.eu/?page_id=93&lang=fr), «Austerexit» (<https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/050915/austerexit>) et d'autres initiatives, ont souligné que le chantage exercé sur la Grèce et l'imposition du troisième mémorandum pour sauver le système bancaire et l'endettement ne font qu'aggraver la crise socio-économique. Ils ont également dénoncé le caractère antidémocratiques des institutions de l'UE, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a, par exemple, déclaré qu'«il ne pouvait avoir de décisions démocratiques contre les traités européens».

La réponse xénophobe et non solidaire de la part des institutions de l'UE face à l'arrivée de réfugiés de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, d'Érythrée, entre autre, nous amène à nous demander, plus que jamais, quelle Europe voulons nous construire. Face à ce chantage, nous avons besoin de notre propre Plan B pour combattre les politiques d'austérité mise en place depuis déjà sept ans, depuis le début de la crise économique. La situation de crise amène l'UE à privatiser les biens communs et à détruire les droits sociaux au lieu de faire face aux causes initiales de la crise: la dérégulation du système financier et la prise de contrôle des institutions de l'UE par les entreprises.

L'actuelle UE est, de facto, gouvernée par une technocratie au service des intérêts d'une petite mais puissante minorité, dont les politiques ont fait qu'augmenter le poids de l'extrême droite et de son discours malgré le fait qu'une partie fondamentale de la société européenne a fait preuve de solidarité devant la tragédie humaine que vivent des milliers de personnes réfugiés.

Ces dernières années, il y a eu, dans de nombreux pays, d'impressionnants mouvements contre l'austérité, en défense des droits sociaux et des biens communs. Il y a également eu certaines expériences réussies au niveau européen comme l'Alter Summit, la grève générale européenne en 2012, les trois éditions de Blockupy ou l'actuelle campagne contre le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TAFTA). Cependant, il n'y a pas eu suffisamment de coordination, de coopération concrète ou de mobilisation au niveau européen pour que puisse être freiné l'avancée et l'institutionnalisation des politiques d'austérité dans l'UE.

Nous savons qu'il existe des politiques alternatives à l'austérité, comme une politique fiscale juste, la fermeture des paradis fiscaux, des systèmes d'échanges complémentaires, la remunicipalisation des services publics, la répartition égalitaire du travail ou le pari pour un modèle de production basé sur les énergies renouvelables. Il existe également des propositions de rejeter le TAFTA, de réformer ou d'abolir le pacte fiscal européen – formellement le Traité sur la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance dans le cadre de l'Union économique et monétaire – dans la mesure

où il perpétue l'austérité.

Pour mettre en place toutes ces propositions, pour redéfinir et refonder les politiques et les institutions européennes et ses traités, la société civile doit être organisée. Nous devons penser collectivement nos stratégies et réfléchir à comment les articuler. Nous savons que nous ne pouvons pas les mettre en place chacun depuis son pays. Notre vision est solidaire et internationaliste.

Nous proposons aux différents acteurs qui font partie de différents réseaux européens, d'organisations et de mouvements sociaux, d'universités et de la société civile en générale de converger pour débattre et mettre en commun les modèles d'Europe que nous voulons, commençant ainsi à construire un agenda de mobilisation commun et des politiques alternatives pour rompre avec l'austérité de l'UE.

Dans cette perspective, nous proposons d'organiser une conférence européenne les 19, 20 et 21 février à Madrid. Pour cela, nous aimerions compter sur votre participation en prenant part aux débats, groupes de travail et présentations que nous proposons organiser.

Lola Sánchez	(Eurodiputada, Podemos)
Miguel Urban	(Eurodiputado, Podemos)
Marina Albiol	(Eurodiputada, Izquierda Plural)
Marina Albiol	(Eurodiputado, Izquierda Plural)
Yanis Varoufakis	(Economista, ex-Ministro de Finanzas griego)
Alexandra Strickner	(Presidente de ATTAC Austria)
Nick Dearden	(Director de Global Justice UK)
Joao Camargo	(Precários Inflexíveis, Portugal)
Tom Kucharz	(Coordinador de Ecologistas en Acción, Spain)
Myriam Martin	(Portavoz de Ensemble y Diputada Regional)
John Hillary	(Director de War on Want, UK)
Daniel Munevar	(Ex-asesor Yanis Varoufakis y Miembro CADTM)
Natalia Munevar	(Plataforma Auditoria Ciudadana de la Deuda - PACD)
Eric Toussaint	(Portavoz CADTM)
Susan George	(Presidente del Transnational Institute)
Creston Davis	(Founder, Director & Professor of Philosophy, The Global Center For Advanced Studies, GCAS)
Olivier Besancenot	(Portavoz del NPA, Francia)
Sergi Cutillas	(PACD, Miembro Comité de la Verdad sobre la Deuda Griega)
Dimitris Sotiropoulos	(Open University, UK)
Francisco Louça	(Bloco de Esquerda, Portugal)
Stathis Kouvelakis	(Profesor en Kings College, Londres)
Soren Sondergaard	(MP for the Red-Green Alliance, Denmark)
Kenneth Haar	(Corporate Europe Observatory, Denmark)

Paul Murphy (Irish Socialist Party. Anti-Austerity Alliance Dublin, Ireland)
Montserrat Galcerán (Catedrática emérita de filosofía, Concejala de Ahora Madrid)
Zoe Konstantopoulou (Abogada, ex-Presidenta del Parlamento griego)
Andrej Hunko (Diputado Die Linke al Bundestag)
Carlos Sanchez Mato (Concejal de Economía y Hacienda de Madrid)
Yago Álvarez (PACD Madrid)
Huáscar Sologuren (PACD Madrid)
Joana Mortágua (Economista, Diputada del Parlamento del Portugal)
Cédric Durand (Economista, Centre d'Economie de l'Université Paris-Nord-École des
Hautes Études en Sciences Sociales, EHESS)
Costas Lapavistas (Profesor de Economía en SOAS, Londres)
Michael Hardt (Duke University)
Chris Hedges (Pulitzer Prize – Journalism)
Richard Wolff (The New School)
William I Robinson (University of California)